

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

SOUS-DIRECTION DU SUIVI DES PROGRAMMES ET PROJETS D'INVESTISSEMENT PUBLIC



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT

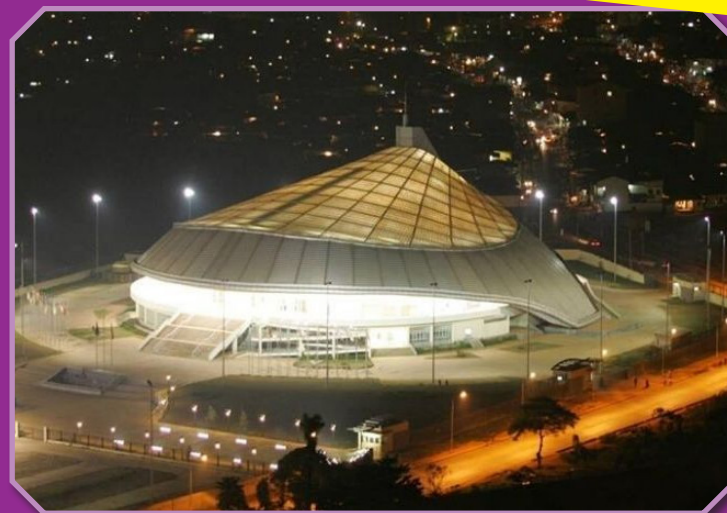
SECRETARIAT GENERAL

GENERAL DEPARTMENT OF ECONOMY AND PROGRAMMING OF PUBLIC INVESTMENTS

DEPARTMENT OF PROGRAMMING OF PUBLIC INVESTMENTS

SUB-DIRECTION OF FOLLOW UP OF PROGRAMS AND PROJECTS OF PUBLIC INVESTMENTS

NOTE MENSUELLE DE VEILLE SUR L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU 30 AVRIL 2021
**NOTE MENSUELLE DE VEILLE SUR L'EXECUTION DU
BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU 30 AVRIL 2021**





SOMMAIRE

ACRONYMES	4
PREAMBULE	5
RÉSUMÉ	5
INTRODUCTION	6
I. SITUATION DE L'EXECUTION FINANCIERE DU BIP 2021 A GESTION CENTRALE AU TERME DU MOIS D'AVRIL	6
I.1. EXECUTION FINANCIERE DU BIP À GESTION CENTRALE SUR RESSOURCES INTERNES	6
I.2. EXECUTION FINANCIERE DU BIP SUR RESSOURCES EXTERNES.....	7
II. ANALYSE THEMATIQUE : UNE BONNE CONTRACTUALISATION DES PROJETS POUR UNE EXECUTION DANS LES DELAIS, DU BIP 2021	7
II.1. SITUATION DE LA PASSATION DES MARCHÉS PAR VOIE D'APPEL D'OFFRE	8
II.2 SITUATION DE DEMANDE DE PASSATION DES MARCHÉS PAR PROCÉDURES EXCEPTIONNELLES	8
II.2.1. SITUATION DES DEMANDES DE PASSATION PAR VOIE DE GRÉ À GRÉ	8
II.2.2. SITUATION DES DEMANDES D'EXECUTION EN RÉGIE ET DES MARCHÉS SPÉCIAUX.....	8
III. SYNTHÈSE DES DIFFICULTÉS/CONSTATS ET RECOMMANDATIONS	8
ANNEXES	9
ANNEXE 1: SITUATION DE LA CONTRACTUALISATION DES PROJETS À GESTION CENTRALE	9
ANNEXE 2 : EQUIPE DE REDACTION	11



ACRONYMES

ACRONYMES	DEFINITION	ACRONYMES	DEFINITION
AE	Autorisations d'Engagement	MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement	MINFI	Ministère des Finances
CES	Conseil Economique et Social	MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
CP	Crédits de Paiement	MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
DAO	Dossier d'Appel d'Offres	MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
DGSN	Délégation Générale à la Sureté Nationale	MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
FCP/DR	Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles	MINJUSTICE	Ministère de la Justice
FCP/TDD	Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes	MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MINAC	Ministère des Arts et de la Culture	MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINAS	Ministère des Affaires Sociales	MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale	MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINCOM	Ministère de la Communication	MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce	MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières	MINSEP	Ministère des Sports et de l'Éducation Physique
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local	MINT	Ministère des Transports
MINDEF	Ministère de la Défense	MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINEDUB	Ministère de l'Éducation de Base	MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie	MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable	PTSJ	Plan Triennal Spécial Jeunes
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales	RT	Ressources Transférées
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires	SPM	Services du Premier Ministre



PREAMBULE

La Note Mensuelle de veille sur l'exécution du Budget d'Investissement Public (BIP) présente les performances financières et physiques enregistrées au cours d'une période donnée, dans le cadre de l'exécution des projets d'investissement public. La présente note décline les difficultés rencontrées dans l'exécution du BIP ainsi que les mesures correctives proposées. Aussi, elle permet de faire des comparaisons avec les résultats enregistrés au cours des mois précédents, ainsi que ceux des exercices antérieurs à la même période. Ce document a pour ancrage les Lois n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne Gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun, et n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des Autres Entités Publiques qui exigent, entre autres, la mise à disposition du public et autres entités, de l'information sur l'état d'exécution du BIP et la Circulaire N° 00000242/C/MINFI/ du 30 décembre 2020 portant Instructions relatives à l'exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'exercice 2021 en ses points 417 et 418.

Cette note est une synthèse des informations collectées dans le processus de suivi de l'exécution du BIP à travers notamment les cadres de concertation mensuelle dans les Administrations, les Régions et Départements, les revues, les comités et les missions ponctuelles.

En vue de permettre une meilleure exécution des projets du BIP 2021, le Gouvernement à travers le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, continue de mettre un accent particulier sur le suivi de l'exécution des programmes et projets d'investissement public à travers la production des rapports mensuels, trimestriels et annuels.

RÉSUMÉ

Conformément au point 418 de la Circulaire N° 00000242/C/MINFI/ du 30 décembre 2020 portant instruction relative à l'exécution des Lois de Finance, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'exercice 2021, il est prévu l'élaboration d'une note mensuelle de veille sur l'exécution du BIP à l'effet de faire le point sur l'état d'exécution du BIP.

Le premier trimestre de l'exercice budgétaire étant principalement consacré à la contractualisation des projets, la note mensuelle de veille sur l'exécution du BIP au titre du mois d'avril a pour thème « **Une bonne contractualisation des projets pour une exécution dans les délais, du BIP 2021** ». Il ressort de l'évaluation de la contractualisation des projets financés par les crédits à gestion centrale, les principales statistiques¹ suivantes :

- nombre de projets recensés : 469 ;
- nombre de Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) attendus en Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM): 428 ;
- nombre de DAO transmis en CIPM : 348, soit un taux de transmission de 81,30% ;
- nombre d'Appels d'Offres effectivement lancés : 238, soit un taux de lancement de 55,60% ;
- nombre de marchés attribués : 179, soit un taux d'attribution de 38,16% ;
- nombre de marchés signés : 69, soit un taux de signature de 14,71% .

Globalement, l'on observe des retards dans la contractualisation des projets qui s'expliquent principalement par l'insuffisante maturité desdits projets. En vue d'inverser cette tendance, des propositions de mesures ont été recommandées aux différentes Administrations à l'effet d'accélérer la contractualisation desdits projets.

Concernant l'exécution financière, au terme du mois d'avril, le Budget d'Investissement Public à gestion centrale a une dotation courante de **FCFA 1 287,19 milliards** en Autorisations d'Engagement et **FCFA 1 234,69 milliards** en Crédits de Paiement. La situation d'exécution se présente comme suit:

- engagement CP : 209,63 milliards, soit un taux d'engagement de 16,97% ;
- liquidation : 200,72 milliards, soit un taux de liquidation de 16,26% ;
- ordonnancement : 184,93 milliards, soit un taux d'ordonnancement de 14,98%.

¹ Les informations sur la contractualisation ne prennent pas en compte les projets financés par les crédits alloués aux PLANUT, CAN, FINEX, FCP, SUBVENTIONS et C2D.

INTRODUCTION

Conformément aux objectifs du Ministère en charge des Marchés Publics de permettre la signature de la quasi-totalité des projets de marchés au 30 avril 2021, il s'avère opportun d'évaluer la situation de passation des marchés et ses éventuelles répercussions sur l'exécution du BIP. C'est dans ce contexte que la Note de Veille pour le compte du mois d'avril 2021, encadrée par le point 418 de la Circulaire N° 0000242/C/MINFI/ du 30 décembre 2020 portant instruction relative à l'exécution des Lois de Finance, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des Autres Entités Publiques pour l'exercice 2021, porte sur le thème « **Une bonne contractualisation des projets pour une exécution dans les délais, du BIP 2021** ». En plus de présenter la situation d'exécution du BIP, il sera question dans ce numéro de porter une attention particulière sur la situation de contractualisation des projets du BIP. De manière spécifique, il sera question de :

- évaluer le niveau de contractualisation des projets à la date du 30 avril 2021 suivant des indicateurs précis;
- donner les conséquences des éventuels retards sur la mise en œuvre des projets.

Pour mener à bien ce travail, la note mensuelle s'articule autour de trois parties :

- situation de l'exécution du BIP 2021 à gestion centrale au terme du mois d'avril 2021 ;
- situation de contractualisation des projets à gestion centrale du BIP 2021 au 30 avril 2021 ;
- synthèse des difficultés et des recommandations.

I. SITUATION DE L'EXECUTION FINANCIERE DU BIP 2021 A GESTION CENTRALE AU TERME DU MOIS D'AVRIL

Au terme du mois d'avril 2021, la situation de l'exécution du BIP 2021 à gestion centrale se présente comme suit :

- dotation courante AE : 1 287,19 milliards ;
- dotation courante CP : 1 234,69 milliards ;
- engagement CP : 209,63 milliards, soit un taux d'engagement de 16,98% contre 15,94% à la même période de l'année dernière;
- liquidation : 200,72 milliards, soit un taux de liquidation de 16,26% contre 15,21% à la même période de l'exercice dernier;
- ordonnancement : 184,93 milliards, soit un taux d'ordonnancement de 14,98% contre 14,95% à la même période de l'exercice dernier.

I.1. EXECUTION FINANCIERE DU BIP À GESTION CENTRALE SUR RESSOURCES INTERNES

A la date du 30 avril 2021, sur une dotation courante de **FCFA 500,89 milliards** (CP), les taux d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement des dépenses en ressources internes du BIP à gestion centrale sont respectivement de **25,37%**, **23,59%** et **20,44%**.

L'analyse de la situation d'engagement des dépenses sur ressources internes à gestion centrale par catégorie de dépense montre que celles du Plan Triennal Spécial Jeunes

enregistrent le taux le plus élevé, soit **61,43%**. Cette performance s'explique principalement par l'engagement d'une dotation de **FCFA 1,57 milliards** pour le financement des projets des jeunes sur une dotation PTSJ de 3 milliards.

La situation détaillée d'exécution des dépenses sur ressources internes est ci-dessous présentée.

Figure 1 : Situation détaillée de l'exécution des ressources internes à gestion centrale par catégorie de dépenses (en millions)

	DOTATION LF INITIALE		DOTATION REVISÉE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD
	AE	CP	AE	CP						
RI affectées aux projets CAN	44000.0	44000.0	44000.0	44000.0	-	-	-	-	-	-
Fonds de contrepartie en dépenses réelles	66051.0	66051.0	66698.9	66698.9	15049.8	15049.8	15049.8	22.6	22.6	22.6
Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane	23 500.0	23 500.0	23 500.0	23 500.0	970.3	970.3	970.3	4.1	4.1	4.1
Transferts en capital aux Ets publics et aux ménages	30 550.0	30 550.0	32 164.2	32 164.2	17 357.2	17 357.2	17 357.2	54.0	54.0	54.0
Subventions aux entreprises	170.0	170.0	470.0	470.0	140.8	140.8	140.8	30.0	30.0	30.0
Crédits Plan Triennal Spécial jeunes	3 000.0	3 000.0	3 000.0	3 000.0	1 843.0	1 843.0	1 843.0	61.4	61.4	61.4
Crédits PLANUT	57 697.9	57 377.9	51 333.7	51 013.7	21 394.9	21 394.9	21 394.9	41.9	41.9	41.9
Crédits pour projets C2D	7 018.9	7 018.9	7 018.9	7 018.9	-	-	-	-	-	-
Participations	20 000.0	20 000.0	20 000.0	20 000.0	3 000.0	3 000.0	3 000.0	15.0	15.0	15.0
Réhabilitation / Restructuration	15 000.0	15 000.0	15 000.0	15 000.0	-	-	-	-	-	-
Reports de crédits (Chapitre 95 + Administrations)	5 000.0	5 000.0	5 000.0	5 000.0	-	-	-	-	-	-
Autres Crédits à gestion centrale	280 647.1	228 467.8	285 204.8	233 025.6	67 310.9	58 402.1	42 610.9	28.9	25.1	18.3
Ressources internes à gestion centrale	552 634.8	500 135.6	553 390.5	500 891.3	127 066.8	118 158.0	102 366.8	25.4	23.6	20.4

Source : MINEPAT



I.2. EXÉCUTION FINANCIÈRE DU BIP SUR RESSOURCES EXTERNES

Avec une dotation courante de FCFA 733,80 milliards, au terme du mois d'avril 2021, le volume des ressources décaissées est de FCFA 82,57 milliards, soit un taux de décaissement de **11,25%**. Ces ressources ont été mobilisées principalement pour la prise en charges des projets de réhabilitation, maintenance et entretien des routes et autres infrastructures ainsi que des projets de développement de l'habitat. Plus de 73% du montant décaissé relève des prêts multilatéraux.

Tableau 2 : Situation détaillée de l'exécution des ressources externes par chapitre budgétaire (en milliers)

Chapitre	Dotation AE	Dotation CP	Prêt Bilatéraux	Prêts multilatéraux	Dons	Total
03 ASSEMBLEE NATIONALE	3 000 000,0	3 000 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
15 MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	14 580 000,0	14 580 000,0	0,0	455 580,8	1 915 233,1	237 0813,9
16 MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	15 000 000,0	15 000 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
19 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	200 000,0	200 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
20 MINISTERE DES FINANCES	1 700 000,0	1 700 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22 MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	20 000 000,0	2 000 000,0	670866,5	3425 574,9	732 807,2	4 829 248,6
25 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	2 500 000,0	2 500 000,0	0,0	302 244,7	0,0	302 244,7
26 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	200 000,0	20 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
27 MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	2 000 000,0	2 000 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 500 000,0	1 500 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
29 MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	2 800 000,0	2 800 000,0	0,0	50 119,3	0,0	50 119,3
30 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	40 000 000,0	40 000 000,0	0,0	4 141 208,7	1 250 338,5	5 391 547,2
31 MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	20 000 000,0	20 000 000,0	0,0	1 888 998,3	0,0	1 888 998,3
32 MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	185 000 000,0	185 000 000,0	4 371 620,9	7 684 146,6	62 845,8	12 118 613,3
33 MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	2 000 000,0	2 000 000,0	0,0	0,0	310 940,5	310 940,5
35 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 000 000,0	3 000 000,0	0,0	14 535,5	0,0	14 535,5

36 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	262 300 000,0	262 300 000,0	8 099 872,8	36 554 317,0	0,0	44 654 189,8
37 MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	1 000 000,0	1 000 000,0	0,0	181 378,3	0,0	181 378,3
38 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	48 000 000,0	48 000 000,0	4 033 635,9	2 109 895,8	0,0	6 143 531,7
40 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	55 708 000,0	55 708 000,0	756 255,5	1 733 220,1	0,0	2 489 475,6
42 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	312 000,0	312 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
45 MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	12 000 000,0	12 000 000,0	0,0	1 822 899,8	0,0	1 822 899,8
46 MINISTERE DES TRANSPORTS	41 000 000,0	41 000 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Ressources Externes	733 800 000,0	733 800 000,0	17 932 251,6	60 364 119,8	4 272 165,1	82 568 536,5

Source : MINEPAT

II. ANALYSE THEMATIQUE : UNE BONNE CONTRACTUALISATION DES PROJETS POUR UNE EXECUTION DANS LES DELAIS, DU BIP 2021

Dans le processus d'exécution du BIP, l'étape de passation de marchés est très importante parce qu'elle conditionne l'exécution physique des prestations proprement dite et les procédures administratives relatives à la prise en charge desdites prestations. L'objectif fixé par le MINMAP est de finaliser la signature des contrats au plus tard le 30 avril de l'exercice budgétaire, afin de consacrer le reste de l'exercice à l'exécution physico financière des prestations.

A titre de rappel, les règles applicables à la passation, à l'exécution, au contrôle et à la régulation des marchés publics sont encadrées par le Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics, les Règlements Généraux d'Appels d'Offres (RGAO), le Cahier de Clauses Administratives Générales (CCAG) ainsi que les arrêtés ci-après :

- l'Arrêté N°401/A/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant les seuils de recours à la maîtrise d'œuvre privée et les modalités d'exercice de la maîtrise d'œuvre publique ;
- l'Arrêté N°402/A/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant la nature et les seuils des marchés réservés aux Artisans, aux Petites et Moyennes Entreprises, aux Organisations Communautaires à la Base et aux Organisations de la Société Civile et les modalités de leur application ;
- l'Arrêté N°403/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant les plafonds des indemnités servies par les Maîtres d'Ouvrage ou Maîtres d'Ouvrage Délégués aux Présidents, Membres et Rapporteurs des Commissions de réception, des Commission de suivi et de recette technique.

La situation de la contractualisation des projets à gestion centrale présentée dans ce document ne prend pas en compte les projets :

- des structures sous-tutelle (transferts et subventions) ;
- des conventions de financement (projets à financement conjoint) ;
- du Plan d'Urgence Triennal pour la Croissance Economique et l'Emploi (PLANUT) ;
- de la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN) ;
- du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) .

La situation de passation des marchés présente en deux points :

- situation de la passation des marchés par voie d'appel d'offres ;
- situation de demande de passation des marchés par procédures exceptionnelles.

II.1. SITUATION DE LA PASSATION DES MARCHÉS PAR VOIE D'APPEL D'OFFRE

Pour les 469 marchés programmés au titre de l'exercice 2021, 428 Dossiers d'Appels d'Offres sont attendus en commission de passation des marchés.

Au terme du mois d'avril, la situation de la passation des marchés à gestion centrale, se présente ainsi qu'il suit :

- 348 DAO ont été effectivement transmis, soit un taux de transmission de 81,30 % ;
- 238 Appels d'Offres ont été lancés, soit un taux de lancement 55,60 % ;
- 179 marchés ont déjà été attribués, soit un taux d'attribution de 38,16 % ;
- 69 marchés ont été signés, soit un taux de signature de 14,71%.

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés à gestion centrale par voie d'appel d'offres au 30 avril 2021.

	Nombre
Marchés programmés	469
DAO attendus en commission interne	428
DAO effectivement transmis en commission interne	348
Appels d'Offres lancés	238
Marchés déjà attribués	179
Marchés déjà signés	69

Source : MINEPAT

II.2 SITUATION DE DEMANDE DE PASSATION DES MARCHÉS PAR PROCÉDURES EXCEPTIONNELLES

II.2.1. SITUATION DES DEMANDES DE PASSATION PAR VOIE DE GRÉ À GRÉ

Au terme du premier trimestre de l'exercice 2021, sur les 45 demandes de passation de marché par voie de gré à gré qui ont été formulées, le MINMAP a répondu favorablement à 28 d'entre elles.

II.2.2. SITUATION DES DEMANDES D'EXÉCUTION EN RÉGIE ET DES MARCHÉS SPÉCIAUX

En plus de ces 469 projets susmentionnés, l'on recense également :

- 14 projets pour lesquels les demandes d'exécution exceptionnelle en régie ont été adressées au MINMAP dont 10 avis favorables obtenus par les Administrations concernées.
- 61 projets objet de marchés spéciaux à exécuter au MINDEF dont 58 pour lesquels les accords sont obtenus et les contrats attribués.

III. SYNTHÈSE DES DIFFICULTÉS/CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets du BIP 2021 sont :

- les retards dans la préparation des Dossiers d'Appels d'Offres à transmettre en commission entraînant le non-respect du plan de passation des marchés par les administrations ;
- les retards en début d'exercice dans la mise à disposition des documents budgétaires et la mise à jour de l'application PROBMIS ;
- la modification préalable du journal des projets en raison d'une maturation insuffisante de certains projets inscrits dans le BIP 2021.

Les principales recommandations formulées sont :

- accélérer les procédures de contractualisation des projets notamment à travers le lancement de certains Appels d'Offres en procédure d'urgence ;
- s'assurer de la disponibilité des éléments de maturité avant la budgétisation des projets.



ANNEXES

ANNEXE 1: SITUATION DE LA CONTRACTUALISATION DES PROJETS À GESTION CENTRALE

Administration	Nombre de marchés programmés a	Nombre de DAO attendus en commission interne b	Nombre de DAO transmis en commission interne c	Nombre d'Appels d'Offres lancés d	Taux de lancement Appels d'Offres (d/b en %)	Nombre de marchés déjà attribués e	Nombre de Marchés déjà signés f	Taux de signature (f/a en %)	Nombre de gré-à-gré demandé	Nombre de gré-à-gré obtenu	Nombre d'autorisation d'exécution en régie demandé	Nombre d'autorisation d'exécution en régie obtenu
10 - MINMAP	4	4	1	1	25,00	0	0	0,00	0	0	0	0
11 - CONSUPE	4	2	2	2	100,00	2	0	0,00	2	0	0	0
12 - DGSN	18	10	6	0	0,00	6	0	0,00	18	6	0	0
13 - MINDEF 1	5	5	3	3	60,00	3	0	0,00	0	0	0	0
14 - MINAC	8	8	7	5	62,50	2	2	25,00	0	0	0	0
15 - MINEDUB	5	5	5	2	40,00	0	0	0,00	0	0	0	0
16 - MINSEP	5	5	4	3	60,00	5	5	100,00	1	1	0	0
17 - MINCOM	13	8	7	4	50,00	2	2	15,38	3	3	0	0
18 - MINESUP	14	12	11	9	75,00	5	5	35,71	0	0	0	0
19 - MINRESI	8	6	5	5	83,33	7	2	25,00	0	0	0	0
20 - MINFI	3	3	3	3	100,00	1	0	0,00	0	0	0	0
21 - MINCOMMERCE	13	13	10	9	69,23	7	0	0,00	0	0	0	0
22 - MINEPAT	11	10	10	5	50,00	0	0	0,00	0	0	1	1
23 - MINTOUL	11	11	11	9	81,82	2	2	18,18	1	1	0	0
25 - MINESEC	21	15	15	13	86,67	4	0	0,00	0	0	0	0
26 - MINJEC	18	16	15	15	93,75	10	5	27,78	0	0	0	0
27 - MINDEVEL	4	4	4	3	75,00	3	0	0,00	0	0	0	0
28 - MINEPDED	2	2	2	2	100,00	1	0	0,00	0	0	1	1
29 - MINMIDT	10	10	7	7	70,00	4	4	40,00	0	0	0	0
30 - MINADER	12	12	7	4	33,33	1	0	0,00	0	0	1	0
31 - MINEPIA	9	9	9	7	77,78	4	4	44,44	0	0	0	0
32 - MINEE	14	14	14	12	85,71	5	4	28,57	2	2	0	0
33 - MINFOF	0	0	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0
35 - MINEFOP	10	7	7	7	100,00	5	5	50,00	0	0	0	0
36 - MINTP	17	17	11	9	52,94	8	6	35,29	0	0	11	8
37 - MINDCAF	14	10	9	7	70,00	8	0	0,00	2	2	0	0
38 - MINHDU	3	3	3	3	100,00	2	2	66,67	0	0	0	0
39 - MINPMEESA	18	16	15	15	93,75	13	12	66,67	0	0	0	0



Administration	Nombre de marchés programmés a	Nombre de DAO attendus en commission interne b	Nombre de DAO transmis en commission interne c	Nombre d'Appels d'Offres lancés d	Taux de lancement Appels d'Offres (d/b en %)	Nombre de marchés déjà attribués e	Nombre de Marchés déjà signés f	Taux de signature (f/a en %)	Nombre de gré-à-gré demandé	Nombre de gré-à-gré obtenu	Nombre d'autorisation d'exécution en régie demandé	Nombre d'autorisation d'exécution en régie obtenu
4 - SPM	32	32	19	0	0,00	19	0	0,00	0	0	0	0
40 - MINSANTE	50	50	47	39	78,00	35	0	0,00	11	8	0	0
41 - MINTSS	5	5	5	5	100,00	0	0	0,00	0	0	0	0
42 - MINAS	14	14	11	7	50,00	5	2	14,29	1	1	0	0
43 - MINPROFF	9	9	7	7	77,78	0	0	0,00	0	0	0	0
45 - MINPOSTEL	0	0	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0
46 - MINT	20	18	18	5	27,78	2	0	0,00	0	0	0	0
5 - CES	1	1	1	1	100,00	0	0	0,00	0	0	0	0
50 - MINFOPRA	11	11	11	9	81,82	6	5	45,45	2	2	0	0
51 - ELECAM	5	5	1	1	20,00	0	0	0,00	0	0	0	0
52 - CDHC	2	2	0	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0
54 - CNPBM	6	6	5	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0
6 - MINREX	14	13	4	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0
7 - MINAT	18	17	8	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0
8 - MINJUSTICE	6	6	6	0	0,00	2	2	33,33	2	2	0	0
9 - CS	2	2	2	0	0,00	0	0	0,00	0	0	0	0
TOTAL	469	428	348	238	55,61	179	69	14,71	45	28	14	10
MINDEF [Gré-à-gré = Marchés spéciaux]	61					58	29	47,54	61	58	0	0

Source : MINEPAT



ANNEXE 2 : EQUIPE DE REDACTION

Supervision Général	TAMBA Isaac , <i>Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics</i>
Supervision	MVONDO Jean Sylvain , <i>Directeur de la Programmation des Investissements Publics</i>
Coordination	AMOUGOU Gabriel , <i>Sous-Directeur du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
	BIKORO ANGO Erick , <i>IE2/ Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
Secrétariat technique	FOTSI Elvis Romarick , <i>Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
	FADIMATOU YASMINE A , <i>Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
	CHOUMBOU Jean Lois , <i>Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
	MASSIS MASSIS Moise , <i>Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
	MBARGA Aurélien , <i>Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
	NGOUANA Steve , <i>Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>
	TOWO Joël , <i>Cadre Sous-direction du Suivi des Programmes et Projets d'Investissement Public</i>

Collecte et traitement des Données

Ingénieurs d'études		Cadres
TAKEM Jean Claude	HISSOAK Marlyse	BAHANE Beatrice
VONDOU Pascal	BIKOI Yvan	BOKALI Cyrille
TCHOMGUI Judith	ABESSOLO Michel	ABATE Cyrielle
AHMED ABDOULAYE	KOUAMOU KOUAMOU Carel	NGO LISSOUK Rachel
NYANDOUK ADJJA	TIKI NGOH Caroline	ANKAYE Bertin
DIMAI Luc	AMINATOU Epse ABOUBAKAR	BELINGA Armand
MANGOUNG NDJIKI	FOUKENG DARLINE	NANGA MEZOLICE A P
	DJOMANA Christine	SAVOM Charolle
	NGONO Philomène	MESSINA Thierry
	NDONGO EYINGA Basin	FEKTONG MEDZANG Sonia
	MBUINI Véronique	DAN Esther
	NKAZIE MOUCHIPOU MoHAMED	PATRICE AIMERY BOULOCK



www.minepat.gov.cm

Tél. : 222 231 420

Email : sdsminepat@yahoo.fr